

COMPÉTITIVITÉ DE LA FILIÈRE FRANÇAISE **VOLAILLE**



Volailles de chair

Sommaire

1. LES ÉCHANGES AU NIVEAU MONDIAL ET LA PART DE LA FRANCE DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL.....	394
1.1. Production mondiale et taux d'internationalisation.....	394
1.2. Les principaux acteurs des échanges mondiaux de viandes et préparations de poulet	395
1.3. La part de la France dans le commerce international de viandes et préparations de poulet.....	397
2. LES ÉCHANGES DE LA FRANCE AVEC L'UE ET LES PAYS TIERS POUR LES VIANDES ET PRÉPARATIONS DE POULET	398
3. LES CLIENTS ET FOURNISSEURS DE LA FRANCE	399
4. INDICATEURS DE BILANS OFFRE/DEMANDE DE LA FRANCE	401
4.1. Diagramme de flux des viandes de volaille en France	401
4.2. Indicateurs de bilan offre/demande pour les viandes et préparations de poulet....	402
5. IDENTIFICATION PAR LE GROUPE DE TRAVAIL « VIANDE DE VOLAILLES DE CHAIR » DES PRINCIPAUX FACTEURS DE COMPÉTITIVITÉ.....	404
5.1. Facteurs de compétitivité prix	404
5.2. Facteurs de compétitivité hors-prix	408

Nous avons défini dans le cadre de ce travail, un seul groupe de produits parmi les volailles de chair : les viandes et préparations de poulet.

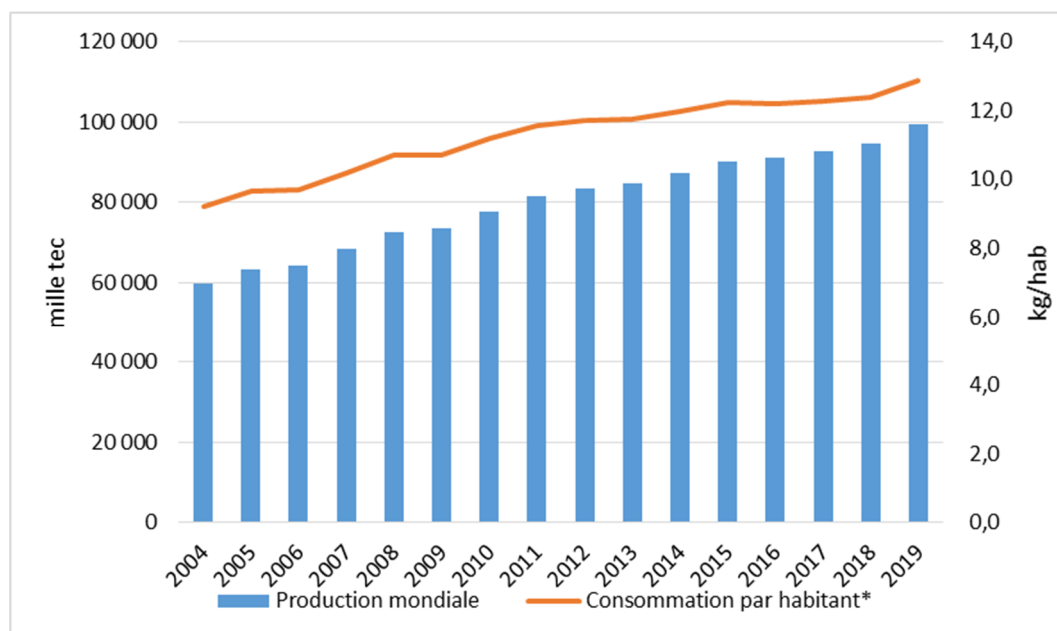
En effet, la filière française des volailles de chair est spécifique de par la diversité des espèces qu'elle regroupe, les principales étant le poulet, la dinde, le canard (maigre) et la pintade. En Europe, le marché français est spécifique par sa riche segmentation (15 à 20 % de SIQO dans la production). Alors que le marché français affiche déjà historiquement une forte segmentation en termes de SIQO, on observe un développement récent et progressif de cahiers des charges spécifiques qui viennent se positionner en concurrent de la production standard en réponse à des attentes sociétales grandissantes. Par ailleurs la filière dinde était fortement tournée vers l'exportation dans les années 1990-2000, avant de se recentrer sur le marché intérieur depuis quelques années. Ainsi la consommation de viande de poulet reste croissante et majoritaire parmi les volailles de chair en France, tandis que le marché est de plus en plus dual entre produits segmentés et produits standards. Parmi les filières volailles de chair, c'est donc aujourd'hui la filière poulet qui concentre les enjeux de compétitivité.

Les deux dernières décennies ont vu la croissance progressive de la part des importations dans la consommation française, ce principalement pour alimenter les débouchés de la transformation industrielle et de la restauration hors domicile (RHD) où le coût de la matière première est un enjeu crucial pour la maîtrise générale des coûts. Cette situation montre que les opérateurs français de la filière poulet de chair ont de plus en plus de mal à se positionner de manière compétitive sur le segment poulet standard.

1. Les échanges au niveau mondial et la part de la France dans le commerce international

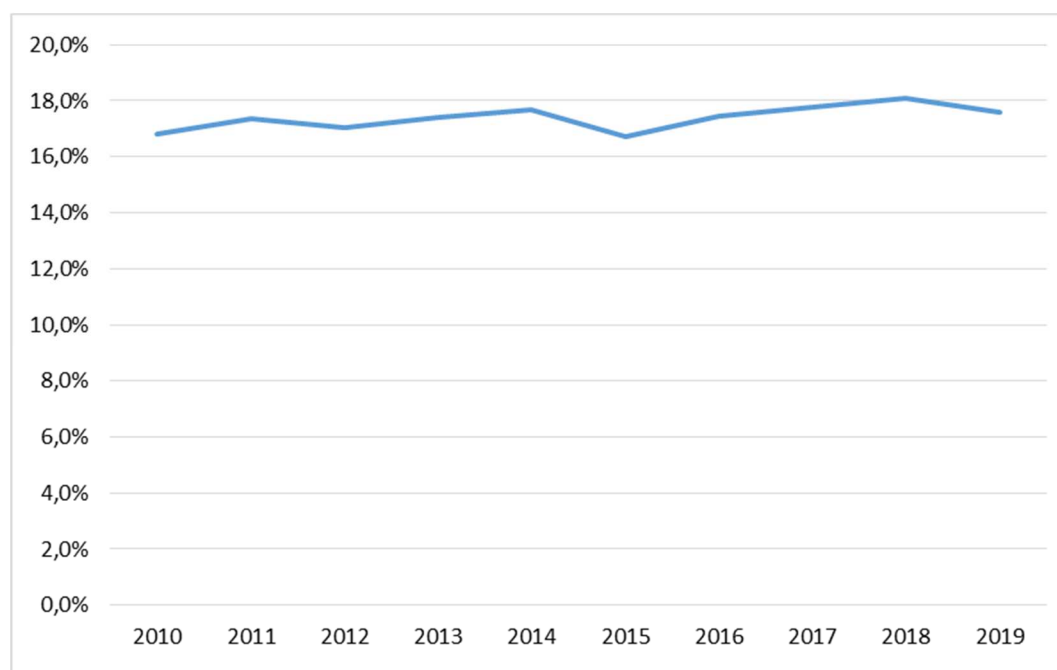
1.1. Production mondiale et taux d'internationalisation

Figure 1 : évolution de la production mondiale et de la consommation annuelle par habitant pour les viandes et préparations de poulet de 2004 à 2019



* En assimilant la consommation mondiale à la production mondiale
Source : FranceAgriMer d'après USDA

Figure 2 : évolution du taux d'internationalisation du marché mondial du poulet de chair en volume de 2010 à 2019

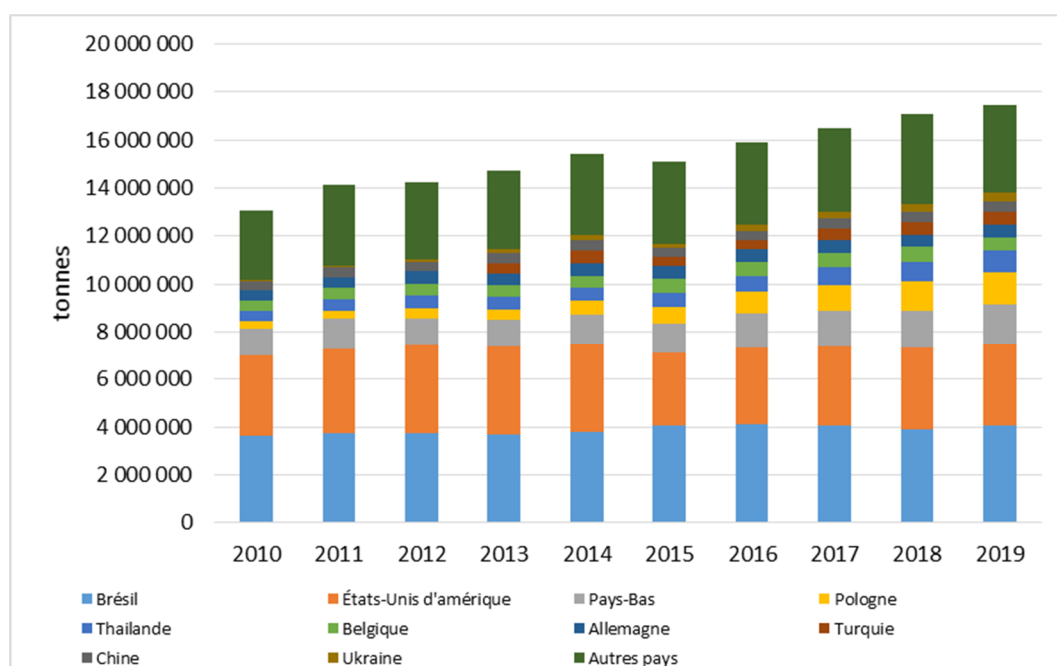


Source : FranceAgriMer d'après USDA et TDM

Le marché international du poulet connaît une croissance continue depuis les années 60, et plus particulièrement depuis les années 2000, alors que les marchés des autres viandes montrent des signes de ralentissement. Le taux d'internationalisation de ce marché est globalement constant depuis 2010, oscillant entre 16 % et 18 %. L'internationalisation du marché du poulet s'est faite à partir des années 1990 à la faveur de la montée en puissance de gros producteurs-exportateurs que sont principalement les États-Unis et le Brésil.

1.2. Les principaux acteurs des échanges mondiaux de viandes et préparations de poulet

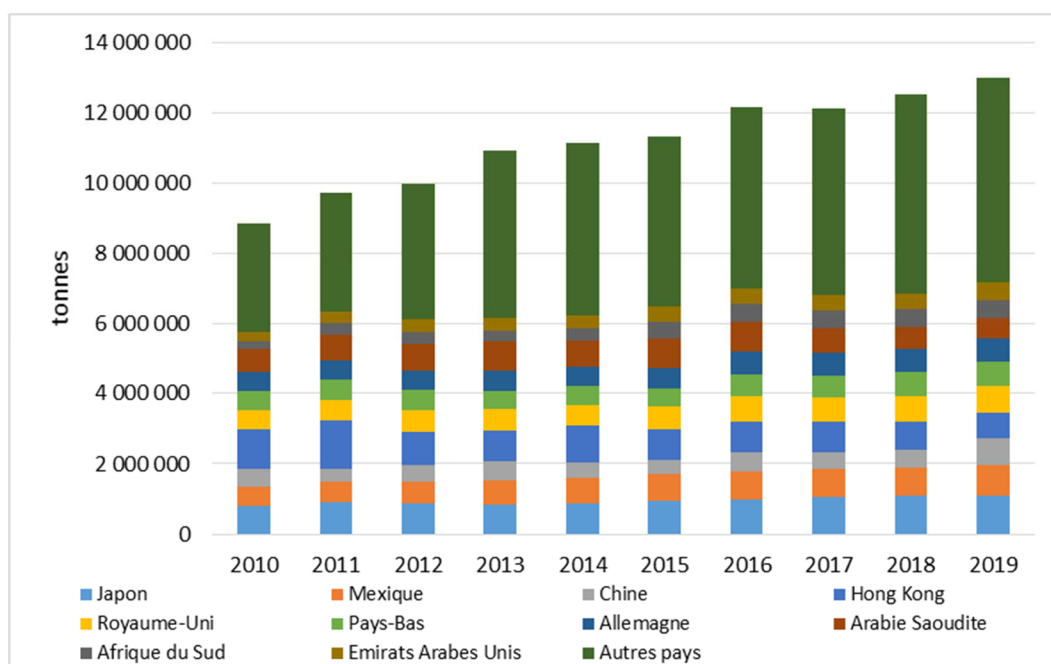
Figure 3 : évolution des exportations mondiales de viandes et préparations de poulet en volume de 2010 à 2019



Nota bene : les données concernant la Turquie ne sont disponibles qu'à partir de 2013 ; le commerce intra-européen est inclus

Source : FranceAgriMer d'après TDM

Figure 4 : évolution des importations mondiales de viandes et préparations de poulet en valeur de 2010 à 2019



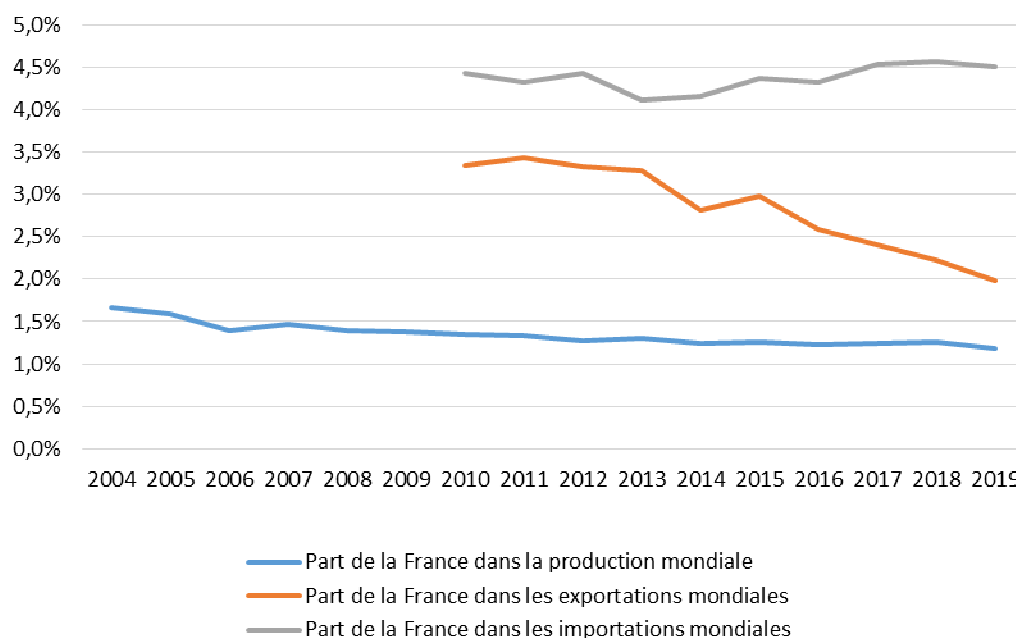
Nota bene : le commerce intra-européen est inclus
Source : FranceAgriMer d'après TDM

Le marché mondial des viandes et préparations de poulet connaît une croissance continue depuis 2010. La part des 10 principaux exportateurs a légèrement cru, passant de 77 % à 79 % sur cette période. La part relative des deux premiers exportateurs mondiaux que sont le Brésil et les États-Unis est en revanche en baisse du fait de l'accroissement des échanges intra-européens sur la décennie d'un part, et d'autre part de l'arrivée sur le marché de nouveaux acteurs, à l'instar de l'Ukraine et de la Russie qui, bien que représentant une part encore faible de ces échanges, développent progressivement leurs exportations. La France se classe 12^{ème} parmi les principaux exportateurs mondiaux.

La part des 10 principaux importateurs est en recul au cours de cette même période, passant de 65 % à 55 %. Cela résulte en partie d'une baisse des importations depuis Hong-Kong. Plusieurs marchés importants (Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, Afrique du Sud), structurellement importateurs, cherchent par ailleurs à réduire progressivement leur dépendance aux importations, tandis que d'autres pays émergent comme des importateurs de plus en plus important, à l'instar de la France (11^{ème} importateur mondial), l'Irak ou encore les Philippines.

1.3. La part de la France dans le commerce international de viandes et préparations de poulet

Figure 5 : évolution de la place de la France dans la production, les exportations et les importations au niveau mondial de 2004 à 2019

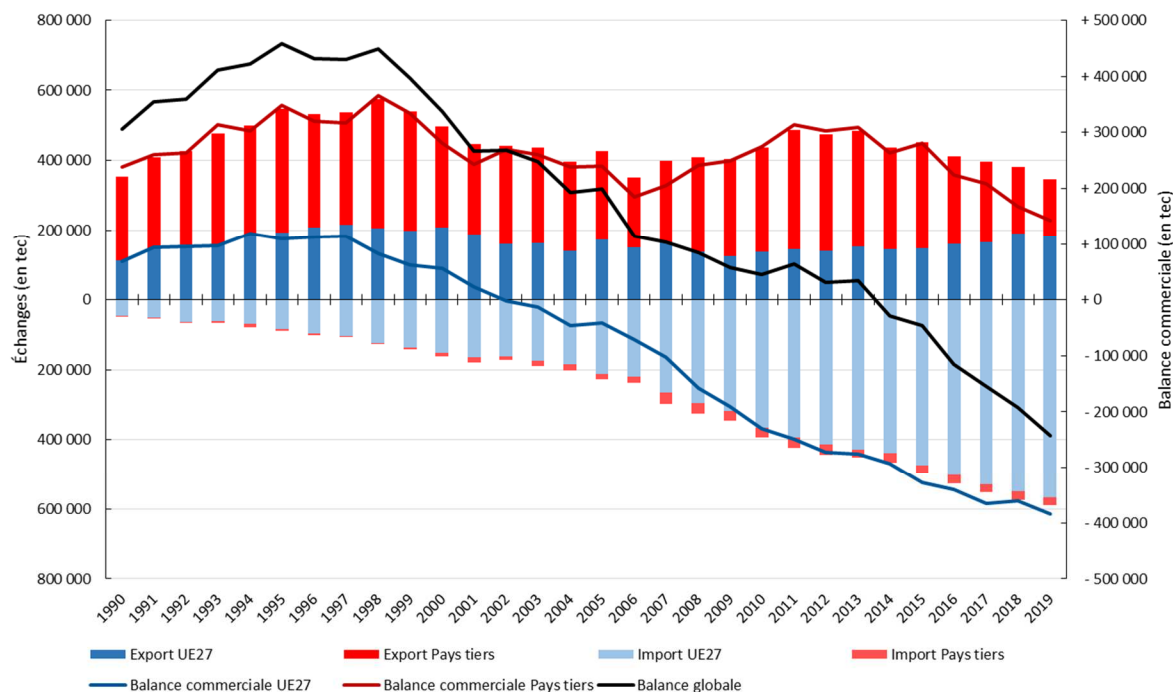


Sources : FranceAgriMer d'après USDA, SSP et Douane française

Entre 2004 et 2019, la part de la France dans la production mondiale a progressivement baissé en lien avec la baisse de sa part dans les exportations mondiales. Dans un contexte de croissance de la production mondiale, la production française a diminué suite à la perte progressive de ses débouchés au grand export vers le Proche et Moyen Orient. La fin des restitutions aux exportations vers ces marchés actée en 2013 par la Commission européenne a en effet révélé le déficit de compétitivité de la France au regard de ses concurrents positionnés sur ces mêmes marchés, à savoir le Brésil et l'Ukraine. Dans ce même contexte, la France a eu de plus en plus recours aux importations pour soutenir la croissance de son marché intérieur. Les mutations du marché européen parallèlement à l'intégration des PECO à l'UE ont conduit à la spécialisation de certains États membres dans la production et l'exportation de découpes et préparations de poulet à des prix très compétitifs.

2. Les échanges de la France avec l'UE et les pays tiers pour les viandes et préparations de poulet

Figure 6 : évolution du solde des échanges de la France en valeur avec l'UE et les pays tiers en volume pour les viandes et préparations de poulet de 1990 à 2019

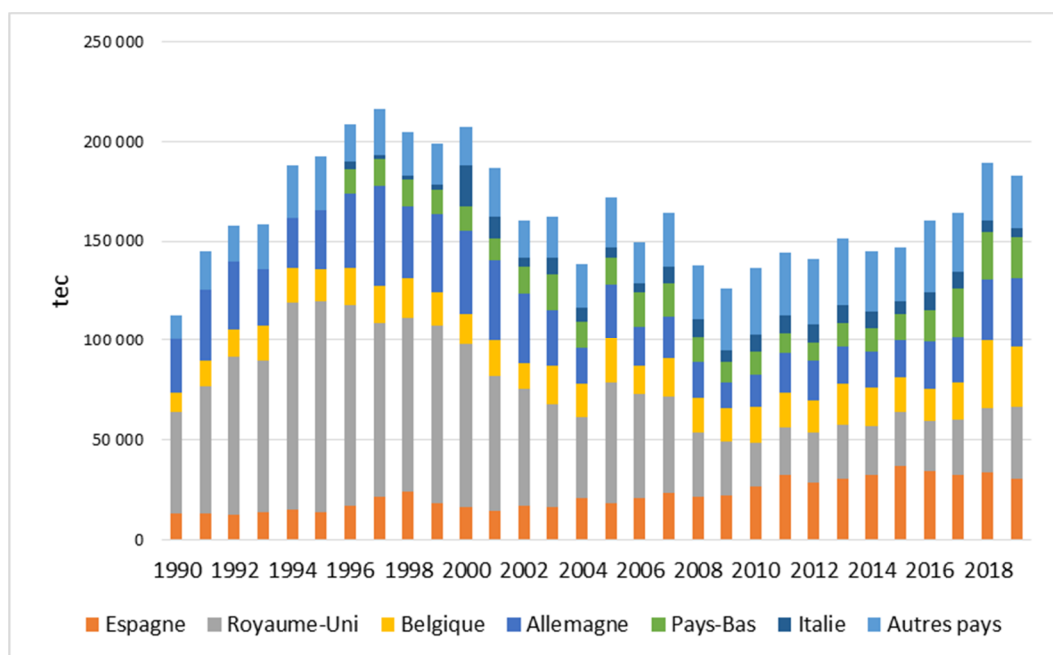


Source : FranceAgriMer d'après Douane française

En 29 ans (1990-2019), la balance commerciale de la France en poulet s'est largement dégradée, dans un premier temps sous l'effet de la dégradation de la balance avec l'UE à partir du milieu des années 1990, puis sous l'effet de la dégradation de la balance commerciale avec les pays tiers suite à la fin des restitutions aux exportations en 2013. Les exportations françaises vers le marché communautaire se sont développées au début des années 1990 à la faveur du développement d'un marché basé sur la valorisation complémentaire des pièces de la carcasse. La France exporte des découpes à faible valeur ajoutée (type ailes) tandis qu'elle s'est progressivement mise à importer des découpes à haute valeur ajoutée (principalement filet, fortement consommé sur le marché intérieur).

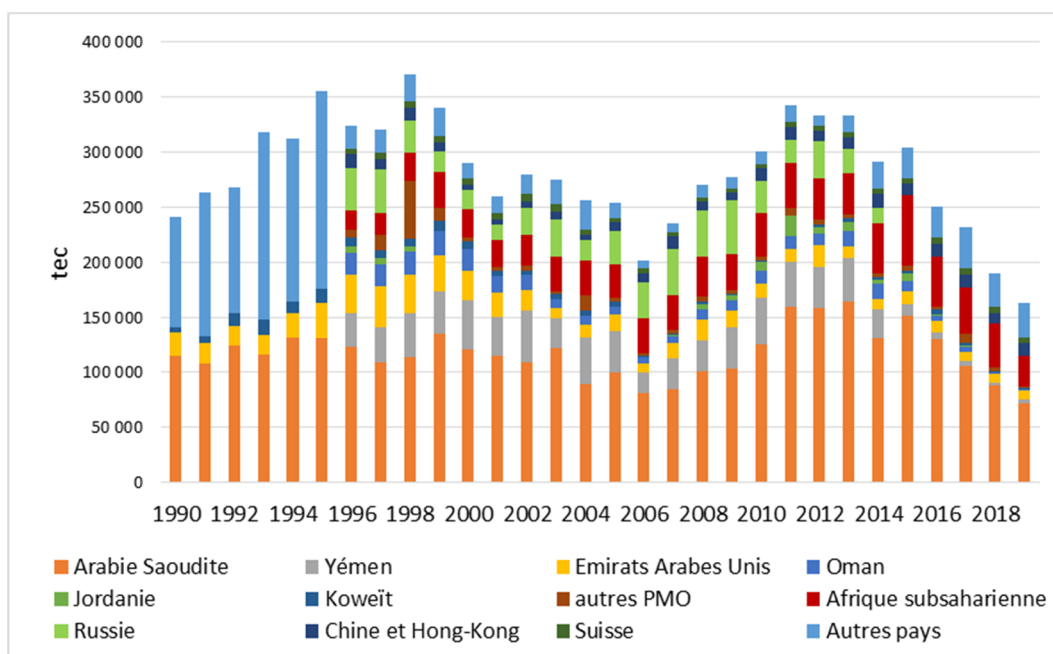
3. Les clients et fournisseurs de la France

Figure 7.a : évolution des exportations françaises de viandes et préparations de poulet vers l'UE en volume par destination de 1990 à 2019



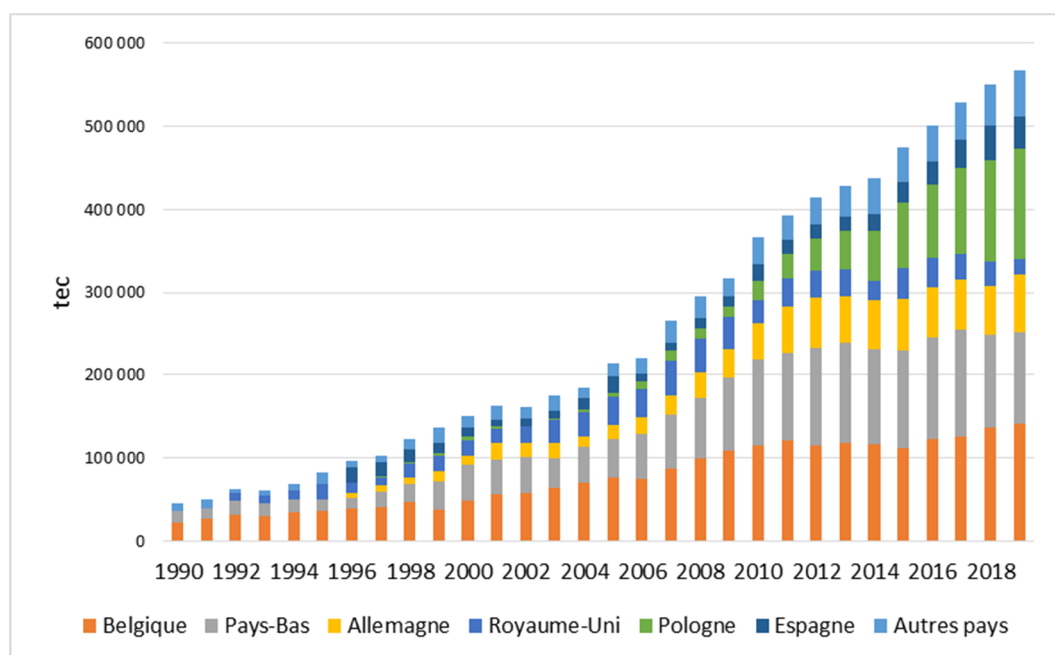
Nota bene : les données concernant les Pays-Bas et l'Italie ne sont disponibles qu'à partir de 1996
Source : FranceAgriMer d'après Douane française

Figure 7.b : évolution des exportations françaises de viandes et préparations de poulet vers les pays tiers en volume par destination de 1990 à 2019



Nota bene : entre 1990 et 1995, seules les données concernant l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis et Oman sont disponibles
Source : FranceAgriMer d'après Douane française

Figure 8 : évolution des importations françaises de viandes et préparations de poulet depuis l'UE en volume par provenance de 1990 à 2019



Nota bene : les données concernant l'Allemagne, la Pologne et l'Espagne ne sont disponibles qu'à partir de 1996
 Source : FranceAgriMer d'après Douane française

Les exportations françaises de viandes et préparations de poulet vers l'UE sont sur une tendance haussière depuis la fin des années 2000 après une phase de recul liée à des pertes de débouchés vers les marchés britannique et allemand.

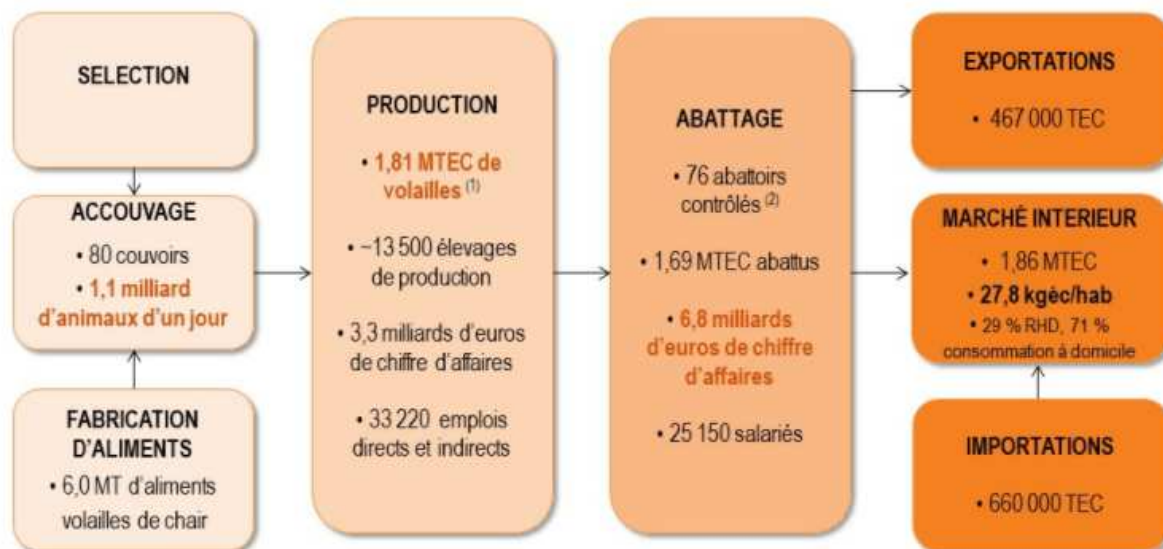
Vers les pays tiers, les exportations françaises sont en net recul (- 46 % depuis 2010). La France a en effet perdu nombre de ses débouchés historiques au début des années 2010 : le marché russe suite au décret de l'embargo et les marchés du Proche et Moyen Orient, autant vers l'Arabie Saoudite, principal client, que vers les destinations secondaires type Jordanie, Yémen, et plus récemment les Émirats Arabes Unis. La perte de débouchés au Proche et Moyen Orient touche une filière dédiée, spécialisée dans la production de poulets entiers congelés.

En Europe, la Belgique et les Pays-Bas se sont dotés d'une industrie de l'abattage-découpe très compétitive au cours des années 2000. À partir des années 2010, la Pologne a également développé son outil industriel et est progressivement montée en puissance dans la production de découpes de poulet à des prix très compétitifs. Sur cette même période, les industriels français de la filière ont consacré peu d'investissements à la modernisation de leurs outils de production, si bien que la filière française du poulet standard a progressivement perdu en compétitivité du côté des marchés où la maîtrise du coût en matière première a une importance cruciale, à savoir la transformation industrielle et la restauration hors domicile. Ainsi les importations françaises de viande de poulet ont fortement augmenté sur la décennie 2010 (+ 55 % entre 2010 et 2019). Entre 2010 et 2019, la Pologne a quasiment multiplié ses parts de marché par six.

4. Indicateurs de bilans offre/demande de la France

4.1. Diagramme de flux des viandes de volaille en France

Figure 9 : diagramme des flux du marché national des viandes de volaille en 2019



MTEC : Millions de Tonnes Équivalent Carcasse*

kgéc : kilogrammes équivalent carcasse

⁽¹⁾ Y compris canard gras (SAA)

⁽²⁾ Abattoirs > 2,5 millions de têtes / an

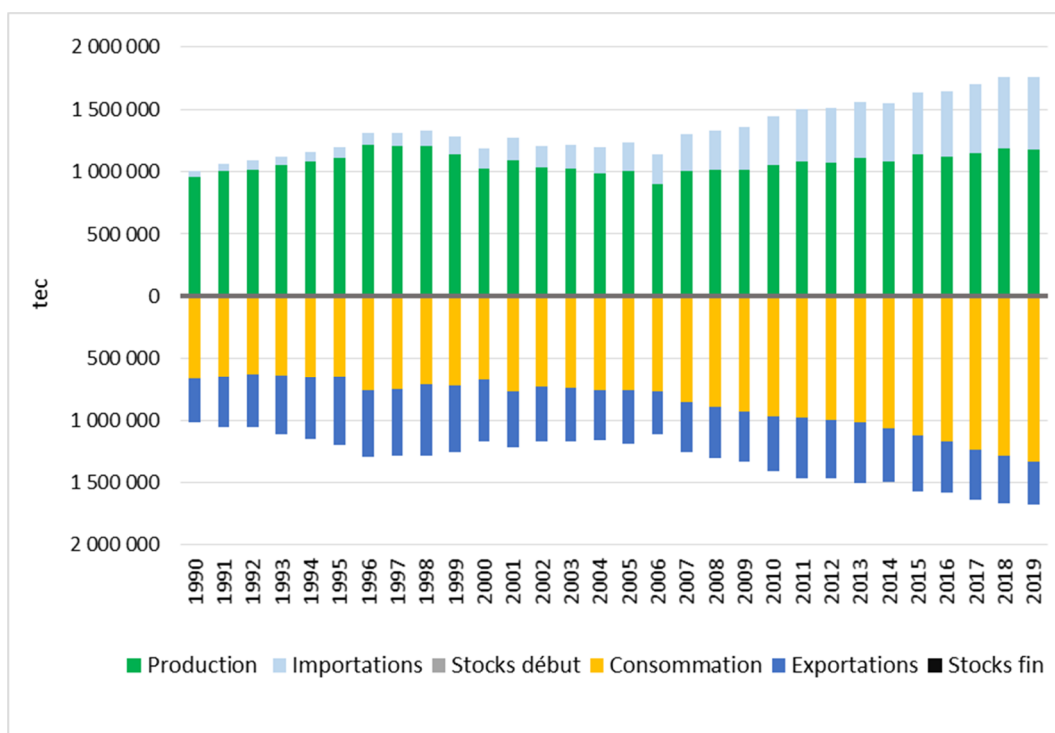
Sources : SSP, Comptes de l'agriculture, Coop de France NA, ESANE, RICA, données 2019

Source : ITAVI

Au stade de la production, le chiffre d'affaires est de quasiment 7 milliards d'euros pour l'ensemble des filières volailles de chair. Le poulet représente 63 % des 1,69 Mtec abattues, mais 72 % des 1,86 Mtec consommées. La France est consommatrice et exportatrice de volailles « de qualité » (de spécialité type pintade, ou sous SIQO type poulet Label rouge) à destination de marchés assez captifs dans ses pays limitrophes. En revanche, le marché intérieur est fortement demandeur de pièces à haute valeur ajoutée, principalement du filet, dont la demande croissante est en partie alimentée par les importations.

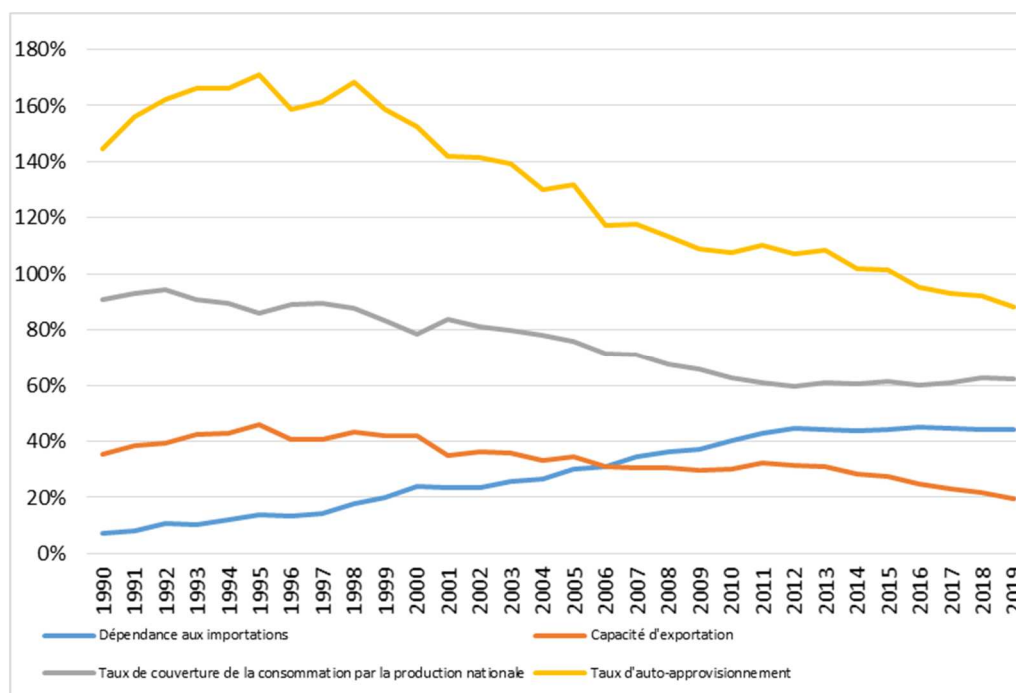
4.2. Indicateurs de bilan offre/demande pour les viandes et préparations de poulet

Figure 10 : évolution du bilan offre/demande en viande de poulet en tec de 1990 à 2019



Sources : FranceAgriMer d'après SSP et Douane française

Figure 11 : évolution des indicateurs de bilan offre/demande¹ des viandes et préparations de poulet de 1990 à 2019



Sources : FranceAgriMer d'après SSP et Douane française

¹ Indicateurs de bilan offre/demande basés sur les calculs suivants :

- Dépendance aux importations : importations / consommation apparente
avec consommation apparente = production + exportations – importations

Depuis 2012, après une période de forte croissance pendant la décennie 2000, la part des importations dans la consommation en poulet s'est stabilisée autour de 44 %, ce alors que la consommation de viande de poulet reste structurellement en croissance en France. Parallèlement à cela, la production nationale reste relativement stable. La perte progressive de la capacité d'exportation de la France (en lien avec la perte des marchés au Proche et Moyen Orient) se fait au profit de la couverture de la demande croissante sur le marché intérieur.

-
- Capacité d'exportations = exportations / (production + importations)
 - Taux de couverture par la production nationale = (production – exportations) / consommation
 - Taux d'auto-provisionnement = production / consommation

5. Identification par le groupe de travail « Viande de volailles de chair » des principaux facteurs de compétitivité

Le groupe de travail viande de volailles de chair s'est réuni deux fois les 27/11/2020 et 27/01/2021.

Il était composé d'experts de la filière des structures suivantes : Interprofession (ANVOL), Syndicats agricoles (Coordination rurale, Confédération de l'aviculture CFA), Nutrition animale (SNIA), La Coopération agricole, Fédérations d'abattage (FIA, CNADEV), Transformation (FICT), Institut technique (ITAVI), Chambre d'Agriculture (Bretagne), DGPE, FranceAgriMer (Direction Marchés, études et prospective, Mission des Affaires européennes et internationales, Mission Filières).

Les filières des volailles de chair connaissent depuis plusieurs années une dégradation de leur compétitivité que ce soit sur le marché national ou à l'exportation. Les préoccupations majeures de la filière sont les impacts réglementaires sur leurs productions que cela soit en France (étiquetage, bien-être, effluents, etc.) ou en UE/pays tiers (distorsions de concurrence). La forte croissance des importations destinées au secteur de la RHD est aussi un sujet d'inquiétude quant à l'évolution de la production française sur la prochaine décennie. Enfin, la montée en puissance des attentes sociétales notamment en termes de bien-être animal, le manque d'investissements, ou la faible capacité exportatrice sont autant de défis que le secteur devra relever pour répondre à la demande croissante de viande de volailles en France et dans le monde.

5.1. Facteurs de compétitivité prix

Les facteurs sur fond orangé sont considérés comme les facteurs les plus importants par les participants au groupe de travail.

Facteurs	Propositions du groupe de travail
Coûts des facteurs de production	
Coûts du travail agricole	Faible attractivité du métier, nécessité de compétences accrues : <ul style="list-style-type: none">• Peu de formations au métier d'éleveur avicole pour recruter des salariés sur les exploitations grandissantes• Inquiétude sur le renouvellement des générations et la transmission des exploitations qui sont insuffisants pour assurer une pérennité de la production avicole• Quelques actions pour essayer d'améliorer la situation mais fortes inquiétudes car causes multifactorielles difficiles à modifier, gros impact sur l'avenir de la production

Coûts du travail industriel	<p>Surcout de la main d'œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> La France n'est pas totalement protégée des distorsions mais moindre impact qu'en porc sur la compétitivité avicole (ALL, ESP, NL); Inquiétudes quant aux écarts de taux de TVA et aux statuts de la main-d'œuvre entre les États membres - Distorsion majeure avec autres pays de l'UE (dans le passé avec l'Allemagne, l'écart payait les investissements pour rénover les sites, situation améliorée depuis les modifications réglementaires allemandes) – importance de l'harmonisation des textes UE Coûts du travail en abattoir : comment le réduire et gagner en compétitivité ? la perte est liée au coût unitaire du travail mais aussi à une forte segmentation (marché français découpé en sous segments - label, certifié, standard, ...) qui protège les parts de marchés françaises vis-à-vis de concurrence mais qui pèse sur les coûts Manque total d'investissement, d'innovation, impact de la taille modérée des outils Nécessité d'améliorer l'attractivité des métiers pour garder la compétitivité
Autres coûts de production agricole (notamment coût des consommations intermédiaires, dont coût des intrants importés, charges locatives et coût du capital)	<p>Coûts des intrants difficiles à répercuter sur le prix du produit final notamment alimentation animale (soja importé) et emballage et gaz (atmosphère contrôlée barquettes)</p> <p>Fort enjeu en alimentation animale :</p> <ul style="list-style-type: none"> Dépendance à l'import sur certains produits (vitamines, soja, ...) Exigence de soja non OGM ou de pays non déforestés,...
Autres charges logistiques (stockages)	
Autres charges en production industrielle	Hausse significative du prix du fret
Environnement économique et réglementaire	
Macroéconomie (ex : taux de change pour exportations sur pays tiers / concurrence par pays tiers, accès au crédit)	<p>Effets monnaie – Fort impact négatif sur la filière française (dollar US, real Brésil)</p> <p>Assurance-crédit - peu d'impact car peu de destinations à risque (problème de mise en œuvre lors de la crise Covid)</p> <p>Distorsion à cause des financements européens apportés à certains pays (Pologne) pour les aider à structurer leur élevage dans un contexte de moindre pression environnementale et sociétale: bâtiments flamboyants neufs dans ces pays qui permettent une bonne compétitivité et causent des distorsions de concurrence sur les marchés export</p>
Fiscalité	Distorsion fiscale avec certains pays européens (TVA non harmonisée, TVA agricole plus ou moins récupérée)

<p>Règlementation (environnementale, sanitaire, autres) et politiques publiques (y compris PAC, politique commerciale etc...) impactant les coûts de production, et le prix des produits à l'export</p>	<p>Pression locale des riverains, des ONG pour empêcher les nouvelles installations ou les rénovations - acceptabilité" de plus en plus faible, importance de la communication pour convaincre les riverains (densité, odeurs, etc.). Pression pour réduire la densité, ce qui implique une moindre compétitivité au m² de bâtiment. Les concurrents rencontrent aussi des difficultés d'acceptations mais partent de bâtiments plus grands et moins vieux (20 ans d'écart). Poursuite de l'allongement la durée de vie des poulaillers qui ne sont plus adaptés pour des productions conventionnelles (normes / densité) et qui basculent parfois sur des productions moins exigeantes sur le plan techniques (tendance négative pour la filière).</p> <p>Les réglementations peuvent être identiques mais les contrôles plus stricts voire soumis à interprétation inégale régionale ou départementale. C'est aussi le cas dans l'application de certification halal et l'acceptation du point de vue du BEA.</p> <p>Absence d'OCM (organisation commune de marché) pour la filière volailles (pas de possibilité de stockage privé) - Manque des dispositifs au niveau communautaire par rapport à d'autres filières agricoles</p> <p>Dans le cadre de l'évolution de la PAC et de la « renationalisation » des mesures, les aviculteurs mettant en œuvre des actions ayant un impact sur l'environnement et pourquoi pas sur le BEA devraient avoir accès aux aides liées aux éco-régimes.</p>
<p>Coûts liés à l'exportation : coût des services, coûts liés au transport, assurance prospection, etc.</p>	<p>Hausse significative du prix du fret (manque de containers, grèves dans les ports, moindre attractivité de ports français dans les grandes routes maritimes, etc.).</p>
<p>Accords de libre- échange, accords commerciaux.</p>	<p>Concurrence déloyale des importations. Filière avicole sacrifiée par rapport à d'autres secteurs industriels lors des négociations ALE (Mercosur). La politique UE protège par rapport aux imports (quotas, droits de douanes) mais cette protection est déloyale (les produits importés ne respectent pas les même règles et donc les coûts ne sont pas les mêmes). Les volailles sont une des productions animales les moins protégées en UE.</p>
<p>Productivité et stratégie des entreprises</p>	
<p>Productivité agricole</p>	<p>Parc de bâtiments vieillissants Des bâtiments de taille réduite 2 500 m² (La France est atypique par rapport au reste de l'Europe, bâtiments bien plus grands 5 000 voire 10 000 m²). La productivité du m² en France est l'une des plus basses qui puisse exister. 20 à 25 % de moins en poulet standard classique que chez autres pays UE.</p>

	<p>Habitudes de production obsolètes (vide sanitaire trop long : 5 jours vs 15 jours), enlèvements multiples peu pratiqués.</p> <p>Poids des habitudes très fort.</p> <p>À l'étranger, le coût de l'investissement réalisé oblige à rentabiliser les outils ; en France la majorité des outils sont amortis ce qui laisse plus de latitude pour diminuer la productivité → baisse de compétitivité.</p> <p>Impact des découpes et de l'équilibre carcasse : Marché français orienté vers des pièces anatomiques (filets, cuisses) et beaucoup de poids fixe, donc la production doit respecter des calibres, ce qui explique la plus petite fréquence des enlèvements multiples et la différence de compétitivité au m².</p>
Productivité agroalimentaire	<p>La balance commerciale positive a masqué l'apparition du phénomène d'importation dans les années 90 en hausse progressive. L'arrêt des restitutions a mis en exergue ce phénomène que la filière a traité tardivement. Décalage de la production française par rapport à la demande de la RHD.</p> <p>Les produits importés sont plus standardisés en termes de découpes, d'espèces (poulet) et de présentation donc effet d'échelle.</p>
Taille des entreprises	
Investissements (matériels et immatériels) des différents maillons productifs (y compris en recherche-développement) impactant la compétitivité prix	<p>Les investissements sont insuffisants.</p> <p>La notion d'investissement (% de la valeur ajoutée) doit être mise en regard du chiffre d'affaires pour mieux relativiser la compétitivité</p> <p>Aucun investissement dans les années 90, quelques investissements ciblés dans les années 2000 - dans l'amont comme dans l'aval, la France dispose d'un parc de bâtiments et d'outils industriels globalement vieillissants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • efforts de segmentation pour capter/préserver des marchés de niches • impossible de rester présent sur les marchés de volume
Stratégie de marge	<p>La segmentation, si elle permet de sécuriser des marchés a aussi un coût qui n'est pas aujourd'hui rémunéré à l'export.</p> <p>L'origine France est la seule façon de se protéger car le facteur prix ne protège plus la filière. Les abattoirs doivent de plus en plus se spécialiser (espèces, marchés).</p>

5.2. Facteurs de compétitivité hors-prix

Les facteurs sur fond orangé sont considérés comme les facteurs les plus importants par les participants au groupe de travail.

Facteurs	Propositions du groupe de travail
Dynamique d'entreprise	
Investissements (matériels et immatériels) des différents maillons productifs (y compris recherche-développement)	Peu d'investissements R&D , développement marketing pour créer de nouveaux produits : la dinde par exemple n'est vendue qu'en escalope ou en mince. D'autres pays, comme l'Espagne sont bien plus créatifs en particulier sur la charcuterie. Les charcuteries de volaille vendues en France sont très minoritairement faites à partir de volailles françaises
Compétences des différents niveaux de main d'œuvre (dans les différents maillons de la filière)	Formation : « L'aviculture est le parent pauvre de l'enseignement agricole ». Seulement une dizaine d'écoles offrant des formations de niveau Bac souvent mixées avec le porc (Productions Animales Monogastriques). Une seule formation en France de niveau Bac+2 spécifique aviculture (Avipole Formation à côté de Saint-Brieuc). Dans le reste des formations agricoles, l'aviculture ne représente que des modules de quelques heures.
Taille et typologie des entreprises (notamment les exportatrices)	La taille des sites (élevage, abattoir, usine d'aliment) a plus d'importance sur la compétitivité que la taille des groupes eux-mêmes : taille trop faible en France . Même s'il y a peu de groupes, la France compte un nombre très important de sites de production (élevages, abattoirs, usines d'aliment) contrairement aux autres pays européens.
Capacité à s'adapter au cahier des charges	Adaptation par obligation aux cahiers des charges mais 85 % de la volaille consommée en France est du poulet standard (cf. évolution toujours positive des importations). Cahiers des charges à l'export de plus en plus exigeants et répondant à des problématiques de niches. Perte des marchés de masse pour ne faire que des produits très segmentés.
Dynamique de filière	
Organisation de la filière et capacité à aller à l'export	Fort recul des parts de marchés ces 20 dernières années : problème de mix produits (poulet entier) et de structure géographique (marché Proche et Moyen-Orient, PMO, à faible croissance), Perte de compétitivité suite à l'arrêt des restitutions dans les années 90. Valorisation carcasses (poule, découpe peu prisée,) pas assez travaillée. Entreprises avicoles peu habituées aux marchés pays tiers et à l'exposition internationale (sauf Poulet PMO).

	<p>Nécessité de construire des stratégies export au sein des groupes avicoles.</p> <p>Avant de pointer l'export, il faut reconquérir les filières qui aujourd'hui s'approvisionnent à l'import - plan de reconquête du marché intérieur. La France n'a pas les moyens d'être compétitive face au Brésil, USA, sur les marchés tiers en dehors du PMO (marché historique dédié).</p> <p>Ambition à l'export sur pays tiers : majeur pour les co-valorisations (pattes, morceaux d'ailes) importantes pour équilibre et compétitivité de la carcasse. La taille des outils industriels français pénalise pour répondre à de grosses commandes. Agréments d'établissements Chine : 6 sites dont 4 qui exportent : besoin d'avoir plus d'outils autorisés pour être en capacité de faire du volume.</p>
Capacité à fournir de manière régulière (régularité de la production, etc.)	<p>Dépendance à l'import, taux de dépendance, valorisation de la carcasse.</p> <p>Le plan de filière avicole actuel prévoit en priorité la reconquête du marché intérieur plus rémunérateur, les exportations étant plus sur des niches ou de l'écoulement des coproduits : la valeur des produits importés (en €/t) en France est bien supérieur à celui des produits exportés.</p>
Logistique	Prix du fret élevé – peu d'action pour résoudre cet handicap
Positionnement sur les différents circuits de distribution	Nécessité de reconquérir la RHD qui importe 80 % de ces besoins - Fort impact des prix du minéral notamment pour les produits élaborés
Image des produits et perception de leur qualité	
Marques ou signes de qualité reconnus au niveau des marchés cibles	<p>Génétique animale : Du savoir-faire mais de plus en plus de capitaux étrangers qui peuvent modifier les spécificités de l'offre de génétique française (diversité de souches, d'espèces, etc.); inquiétude sur les rachats étrangers.</p> <p>La segmentation protège les marchés de niche mais prive la France des marchés de gros volumes en standard.</p>
Qualité intrinsèque des produits reconnus au niveau du marché cible	Qualité reconnue sur les niches segmentées (volailles de spécificité canard, pintade notamment).
Qualité sanitaire : positionnement différenciant sur certains marchés	<p>Argument « différenciant » qui n'est pas audible sur le standard - produit de commodité</p> <p>Distorsion sur l'import – les produits importés ne respectent pas les mêmes standards que la production nationale.</p>

Visibilité des produits français	Produits français connus pour être chers. Difficile de justifier le prix élevé par la qualité du produit ou des conditions d'élevage de qualité (bien-être, peu antibiotique) – message non audible par les clients.
Rapport qualité / prix aussi bien exportés que des produits importés	Suivis statistiques des flux à l'import opaques dans certains pays frontaliers
Contexte réglementaire	
Règlementation environnementale	Acceptabilité de plus en plus faible de l'élevage en campagne. Lourdeur et longueur des obtentions d'autorisations ICPE.
Règlementation sanitaire ou bien-être animal	Peu de connaissance ou reconnaissance des pouvoirs publics vis-à-vis de la filière avicole, sentiment de méfiance vis-à-vis de cette filière « hors sol » Coût du bien-être animal, méfiance structurelle de la filière avicole. <i>« La filière avicole n'a pas l'oreille des politiques ».</i>
Autres réglementations	<p>Impact Covid - évolution de sur exigences sanitaires qui pénalisent la compétitivité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduire les cadences en abattoir pour diminuer le risque de cluster • Station d'épuration : mélange d'effluents sanitaires et industriels --> surcout d'épandage <p>Constat de sur-réglementation qui pénalise à l'export et à l'inverse, ne jugule pas l'import : veiller à ce que les produits importés respectent la réglementation UE.</p> <p>Travailler à une harmonisation des textes entre États membres (textes réglementaires dans le domaine fiscal, environnemental et social).</p> <p>Dans les marchés publics, pouvoir afficher l'origine des produits pour que les achats soient faits en toute connaissance de cause ; vigilance sur l'identification de l'origine des produits (vs l'action de LACTALIS). Il est fondamental pour la filière avicole que le consommateur connaisse la provenance des viandes qu'il consomme. Il faut que le consommateur sache ce qu'il mange et son origine, la volonté de souveraineté augmente.</p>